

# **COMITÉ MIXTE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

## **COMPTE RENDU**

de la 22<sup>e</sup> réunion tenue le 7 octobre 2004  
au CFP Maurice-Barbeau, 920 rue Noël-Carter, Sainte-Foy  
à compter de 13 h

### **PRÉSENCES**

M<sup>me</sup> Marie-France Benes, directrice générale des régions  
M. Clément Bernier, directeur général, Commission scolaire des Monts-et-Marées  
M. André Blanchet, directeur de la planification et du développement, Secteur FPTFC  
M. Serge Côté, directeur général des programmes et du développement, Secteur FPTFC  
M<sup>me</sup> Viviane Croubalian, directrice de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire Lester-B.-Pearson  
M. Robert Dépatie, sous-ministre adjoint à la formation professionnelle et technique et à la formation continue  
M. Luc Desgagnés, directeur de la gestion des ressources, Secteur FPTFC  
M<sup>me</sup> Louise Dionne, secrétaire générale, TRÉAQFP  
M. Carl Filiatreault, directeur des programmes – Québec, secteur FPTFC  
M. Yvon Gagnon, coordonnateur au Service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire De La Jonquière  
M. Wayne Goldthorp, directeur général adjoint, Commission scolaire New Frontiers  
M. Bernard Laflamme, directeur du Pavillon Technique, Commission scolaire de la Capitale  
M. Yvon Lavertu, directeur des Services aux entreprises et à la main-d'œuvre, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys  
M<sup>me</sup> Francine Lebeau, directrice générale adjointe, Commission scolaire des Samares  
M. Jean-Claude Lecompte, directeur de l'éducation des adultes et de la FP, Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands  
M. Claude Painchaud, adjoint au sous-ministre adjoint à la FPTFC  
M. Robert Pleau, conseiller, Fédération des commissions scolaires  
M. Marcien Proulx, directeur général, Commission scolaire Pierre-Neveu  
M. Raynald Thibeault, directeur général, Commission scolaire De La Jonquière  
M<sup>me</sup> Nicole Tremblay, directrice des programmes – Montréal, secteur FPTFC  
M. Jean-Noël Vigneault, directeur de la formation continue et du soutien, Secteur FPTFC

### **ABSENCE**

M. Robert Mills, directeur général adjoint, Commission scolaire Lester-B.-Pearson

### **PERSONNES INVITÉES**

M. Louis Bernier, responsable de l'expérimentation des AEP, Secteur de la FPTFC  
M. Robert Goyer, consultant à la Fédération des commissions scolaires

## 1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté avec les ajouts suivants :

- Transmission des faits saillants des comptes rendus du Comité mixte FP;
- Projets pilotes d'articulation de la formation professionnelle et de la formation technique;
- Le Forum des générations.

## 2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 16 JUIN

Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

## 3. SUITES AU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 16 JUIN

- *Dépôt du rapport final du sous-comité sur les plans de réussite*  
M. Filiatreault informe que le rapport final du sous-comité sera déposé au Comité mixte à la prochaine rencontre (27 janvier). Il devra au préalable être discuté au sous-comité lors de la rencontre du 10 novembre. M. Filiatreault ajoute que ce retard est imputable au fait que les cinq programmes analysés ont changé de responsables de secteur au cours des derniers mois.
- *Collaboration avec les comités sectoriels*  
M. Louis Bernier est désigné comme représentant du ministère de l'Éducation au comité de travail chargé d'établir une approche concertée avec les comités sectoriels.
- *Reconnaissance des acquis*  
Point à l'ordre du jour.
- *Mandat et composition des sous-comités*  
Point à l'ordre du jour.

Suivi

## 4. PLAN DE TRAVAIL DU SECTEUR FPTFC (PRIORITÉS DE TRAVAIL)

M. Robert Dépatie rappelle que certaines orientations du plan de travail 2004-2005 du Secteur FPTFC avaient été clairement annoncées dans le discours prononcé par le ministre à la clôture du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial. Les travaux en cours s'inscrivent actuellement dans le sens d'un accroissement de l'autonomie pédagogique et administrative des collèges. Le ministre devrait annoncer ses orientations à ce sujet d'ici la fin de l'automne.

De plus, M. Dépatie ajoute que la lettre adressée au président de la Fédération des commissions scolaires du Québec par le ministre de l'Éducation, en juillet dernier, était aussi annonciatrice des priorités de travail du Secteur de la FPTFC. M. Reid y confirmait que les commissions scolaires et les cégeps conserveraient leurs responsabilités respectives à l'égard de la FP et de la FT mais constatait toutefois un large consensus quant à la nécessité d'une meilleure articulation de l'offre de services. Il s'était alors dit prêt à accompagner les milieux qui voudraient bien s'engager en ce sens.

Aussi, à compter de la mi-août, et dans la perspective de la tenue imminente de la rencontre du premier ministre avec les présidents des Conseils régionaux des élus (29 septembre) et du Forum des générations (13 et 14 octobre), le Ministère a cherché à identifier les milieux où des initiatives concrètes ou latentes existaient déjà.

M. Dépatie informe que la démarche en cours ne s'inscrit pas dans une dynamique d'élargissement de la carte ni d'investissement. Il n'y a pas a priori d'argent neuf pour soutenir les initiatives. Le Ministère pourrait toutefois permettre au besoin certains assouplissements réglementaires aux plans pédagogique et budgétaire.

M. Raynald Thibault déplore l'absence d'information officielle sur ce dossier et soulève des questions quant à la transparence (ou l'apparence de transparence) du Ministère. Il ajoute que tous sont d'accord avec la mise en œuvre de projets pilotes mais que c'est la façon avec laquelle le dossier a été mené qui est discutable. Il signale que les initiatives connues par le MEQ ne constituent pas une liste exhaustive des projets que plusieurs initiatives fort intéressantes pourraient avoir été négligées.

M. Wayne Goldthorp exprime la crainte que les milieux qui ne participeront pas à la démarche initiale soient pénalisés du fait qu'ils n'auront pas eu l'occasion de se positionner.

M. Dépatie informe qu'aucune décision n'est encore prise quant au traitement des nouvelles initiatives qui seront soumises au Ministère au cours des prochains mois. Il en informera le Comité mixte dès que possible. M. Dépatie annonce toutefois la création imminente d'un comité de liaison entre les commissions scolaires et les collèges, lequel aura pour mandat de favoriser le rapprochement de la FP et de la FT, de faire connaître les initiatives actuelles et d'en assurer un certain suivi.

M. Thibault se fait porte-parole des commissions scolaires et demande que le suivi des initiatives d'articulation FP et FT soit dorénavant inscrit systématiquement à l'ordre du jour du Comité mixte.

Suivi

Par ailleurs, MM. André Blanchet, Carl Filiatreault et Jean-Noël Vigneault ainsi que M<sup>me</sup> Nicole Tremblay présentent et commentent le plan de travail de leurs unités respectives. Certaines questions et commentaires sont soulevés par les membres du Comité concernant les dossiers suivants :

### ***Développement d'un programme pour les agents de sécurité***

Les résultats du livre blanc en consultation actuellement ne seront peut-être connus qu'au printemps. Pour l'instant, le Ministère ne dispose pas des informations lui permettant de statuer sur l'opportunité de développer un programme de formation. M. Bernard Laflamme déplore que, en l'absence de décision sur ce dossier, plusieurs organismes (dont certains cégeps) prennent le leadership et développent des programmes. M. Dépatie signale que, dans l'attente d'une réglementation à cet égard, le marché est ouvert et que les commissions scolaires disposent aussi des outils pour répondre à la demande.

### ***Implantation du programme Électricité***

M. Luc Desgagnés informe que ce dossier constitue toujours l'une des priorités du ministère de l'Éducation et que nous sommes en attente des crédits nécessaires.

### ***Coût de l'acier : ajustement des paramètres financiers***

M. Desgagnés informe qu'une décision est imminente en ce qui a trait à la compensation de la hausse du coût de l'acier. Le Ministère prévoit corriger le problème dès l'année en cours.

Suivi

### ***Olympiades de la formation professionnelle et technique***

Lors de la dernière rencontre de Compétences Canada (1<sup>er</sup> et 2 octobre), il a été décidé que toutes les spécialités prévues seraient représentées par l'équipe canadienne aux prochains jeux mondiaux et que, par conséquent, aucun jeune québécois ne serait privé d'une participation. Tous les membres du Comité expriment leur très grande satisfaction à cet égard.

## **5. PLAN DE TRAVAIL DU COMITÉ MIXTE**

Le plan de travail déposé concerne essentiellement la liste des objets pour lesquels des sous-comités ont été constitués. À la suggestion de M. Dépatie, il est décidé que chaque sous-comité devra préciser la nature de ses biens livrables ainsi que l'échéancier de présentation au Comité mixte. On convient que ces informations devront être transmises à M. Claude Painchaud qui les redistribuera aux membres du Comité mixte, dès que disponibles.

Suivi

- **Sous-comité sur les formations de courte durée**

Ce sous-comité a notamment pour mandat de faire le point sur les chevauchements prétendus entre des programmes d'AEC offerts par certains collèges et des programmes de DEP offerts par les commissions scolaires. Les travaux entrepris en 2003-2004 ont été peu concluants à cet effet. Aussi, à un commentaire de M. Robert Dépatie qui signale que très peu d'exemples concrets de duplication ont été relevés jusqu'à maintenant, M. Raynald Thibault répond que le réseau des commissions scolaires devra effectivement mieux documenter ce dossier.

Par ailleurs, MM. Robert Goyer et Louis Bernier présentent et commentent un document faisant état du développement des programmes d'AEP. On anticipe que, d'ici la fin de l'année 2004-2005, une vingtaine de programmes auront été élaborés et accrédités. Jusqu'à maintenant, trois des sept programmes accrédités ont été offerts à des groupes d'élèves.

M. Robert Dépatie réitère l'importance qu'une mécanique de reddition de comptes permette de disposer rapidement d'informations quantitatives (nombre de groupes, nombre d'élèves, etc.) et qualitatives (évaluation des résultats en terme de placement et de compétences reconnues).

- **Sous-comité sur la promotion et la valorisation de la FPT**

M. Jean-Noël Vigneault informe les membres que le budget de 2 M\$ de la campagne de promotion et de valorisation de 2004-2005 sera assumé à parts égales par le Secrétariat aux communications gouvernementales et la Commission des partenaires du marché du travail.

Il ajoute que les nombreux commentaires recueillis auprès de tous les partenaires nationaux et régionaux concernant la campagne de l'année dernière ont été pris en considération dans la préparation de la campagne 2004-2005. Il conclut en informant que la représentation du Ministère au sous-comité sera réduite cette année.

- **Sous-comité sur les plans de réussite**

M. Carl Filiatreault informe que, au-delà du rapport final du sous-comité concernant les cinq programmes analysés, une recommandation sera soumise au Comité mixte quant à l'opportunité d'analyser d'autres programmes. M. Robert Dépatie demande que les informations colligées sur la réussite des élèves permettent de distinguer le taux de réussite des jeunes de celui des adultes. M. André Blanchet fera les vérifications requises.

Suivi  
Suivi

- **Sous-comité sur l'articulation des programmes et la continuité de formation**

M. Robert Dépatie demande l'avis des membres quant à la pertinence de maintenir ce sous-comité dans le contexte de la création imminente du comité de liaison entre les commissions scolaires et les collèges discuté précédemment. M. Raynald Thibault répond que plusieurs raisons militent en faveur du maintien de ce sous-comité. Il cite notamment le respect du travail effectué l'an dernier par ce sous-comité, la nécessité d'alimenter la réflexion du Comité mixte ainsi que l'importance de la transparence des discussions sur les projets pilotes. Après discussion, il est décidé de maintenir ce sous-comité ; cette approche pourra être révisée en fonction des futurs développements, notamment les activités du comité de liaison.

- **Sous-comité sur le financement**

M. Robert Dépatie demande également l'avis des membres quant à la pertinence de maintenir ce sous-comité compte tenu de son apparente duplication avec les travaux effectués au Comité mixte sur l'allocation des ressources et du fait que tous les membres du sous-comité siègent dorénavant au sein des deux groupes (incluant un représentant du SFPTFC). Après discussion, il est décidé de mettre un terme à ce sous-comité. Au besoin, on convient que le Comité mixte pourra former un groupe de travail ad hoc.

## 6. DOSSIER DU SECTEUR AGRICOLE

M. Serge Côté rappelle que, au cours des dernières années, le secteur de l'agriculture s'est passablement transformé au Québec. La mondialisation des marchés, la concurrence internationale et l'évolution économique en général ont eu des effets importants sur ce secteur. Dans ce contexte où il doit revoir ses programmes pour répondre aux nouvelles réalités, le ministère de l'Éducation propose la mise en place d'une instance de concertation (comité directeur et comité d'experts) ayant notamment comme objectif d'associer les différents partenaires à une réflexion commune afin d'harmoniser l'ensemble des actions.

Des échanges ont déjà été amorcés avec des représentants des réseaux de l'éducation, du Comité sectoriel de main-d'œuvre en production agricole, de l'Union des producteurs agricoles, du MAPAQ, d'Emploi-Québec, de la Fédération des commissions scolaires, du secteur Agriculture et pêches, et de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA).

Le projet semble avoir suscité l'intérêt et l'adhésion de tous ces partenaires. Toutefois, afin d'officialiser leur participation, les représentants des ministères souhaitent obtenir l'assentiment de leur sous-ministre en raison des implications possibles sur les plans de travail de chacun. Cette démarche est en cours. Une première rencontre du Comité directeur est prévue pour le 11 novembre prochain. M. Robert Pleau confirme que les représentants de la Fédération des commissions scolaires au comité de décideurs seront M<sup>me</sup> Francine Lebeau et M. Robert Goyer alors que les représentants au comité d'experts seront MM. Jean-Claude Bouchard et Donald Millaire.

À une question de M<sup>me</sup> Francine Lebeau, M. Côté informe qu'une démarche similaire pourrait éventuellement être entreprise dans le secteur forestier. M. Marcien Proulx demande que toutes les commissions scolaires et les cégeps reçoivent un état de situation sur les principaux enjeux du secteur forestier avant la mise en place du sous-comité sur ce dossier.

## 7. NOMBRE DE JEUNES EN FORMATION PROFESSIONNELLE

M. Robert Dépatie rappelle que cette préoccupation avait aussi été réaffirmée par le ministre dans sa lettre au président de la Fédération des commissions scolaires, en juillet dernier. Aussi, lors de la rencontre des présidents et directeurs généraux des commissions scolaires, le 15 octobre, un document sur cette question sera présenté conjointement par MM. Robert Dépatie et Réjean Morel. Ce document sera transmis aux membres du Comité mixte par la suite.

Jusqu'à maintenant, beaucoup d'efforts ont été consentis afin d'intéresser plus de jeunes à la formation professionnelle. Nous disposons de beaucoup d'information sur le profil des personnes qui s'inscrivent en FP mais nous en savons beaucoup moins sur le profil des jeunes qui s'y sont intéressés sans y être admis. Dans le contexte démographique actuel, où il est impératif que le moins possible de jeunes quittent l'école sans avoir obtenu une qualification, M. Dépatie croit pertinent de regarder les modes d'organisation actuels dans la perspective de l'accès à un plus grand nombre de jeunes à la formation professionnelle.

À une question de M. Jean-Claude Lecompte qui s'interroge sur la collaboration du secteur des jeunes, M. André Blanchet signale que les nouveaux parcours prévus au projet de régime pédagogique permettront une contribution significative ainsi que la préparation d'un plus grand nombre de jeunes pour accéder à la FP.

## 8. FRAIS EXIGÉS DES PARENTS – RAPPORT

M. Luc Desgagnés dépose et commente le rapport du groupe de travail. Il informe que, cet automne, une enquête sera effectuée sur les pratiques en cours dans le secteur de la FP. Une dizaine de commissions scolaires seront invitées à participer à cette enquête. Le choix des commissions scolaires se fera en fonction de la représentation anglophone-francophone, urbaine-rurale, ainsi qu'en fonction de l'offre de certains programmes spécifiques.

Suivi

Suivi

À une question de M. Raynald Thibault qui s'étonne de la tenue d'une telle enquête en FP, dans un contexte où très peu de plaintes sont formulées, M. Robert Dépatie répond qu'il s'agit d'un chantier initié à la demande du Protecteur du citoyen.

## 9. RECONNAISSANCE DES ACQUIS

Trois documents sont déposés :

- Plan d'action 2004-2005 du sous-comité MEQ-CS-cégeps
- Plan de travail du Comité interministériel sur la reconnaissance des acquis
- Plan de travail du Secteur FPTFC sur la reconnaissance des acquis

M. Robert Dépatie informe que le Secteur FPTFC a constitué une équipe interne, formée de représentants de la FPT et de la FGA, afin de se donner des objectifs communs ainsi qu'un plan de travail unifié en matière de reconnaissance des acquis.

## 10. DIVERS

- *Transmission des faits saillants des comptes rendus du Comité mixte FP*  
M. Raynald Thibault rappelle qu'un résumé des faits saillants des rencontres du Comité mixte doit être transmis aux membres et mis à la disposition du réseau, dans les jours qui suivent les réunions. Ce document pourrait prendre une forme analogue à celle du document produit pour le Comité mixte de la formation continue.
- *Projets pilotes d'articulation de la formation professionnelle et de la formation technique*  
Sujet traité au point 4.
- *Le Forum des générations*  
Ce dossier évolue quotidiennement. M. Dépatie informe que la participation gouvernementale sera très différente de celle qu'on avait vue au Sommet des régions (2002). La délégation du ministère de l'Éducation devrait y être beaucoup plus restreinte. Le Forum devrait mettre l'accent sur les questions relatives à la démographie, aux finances publiques ainsi qu'à la régionalisation de l'action gouvernementale. Dans ce contexte, sur le plan de l'éducation, les « initiatives d'articulation de la FP et de la FT » ainsi que « l'école comme milieu intégrateur des services publics » devraient être au cœur des échanges.

Suivi

## 11. FIN DE LA RENCONTRE

M. Dépatie remercie tous les membres du Comité mixte pour leur participation. La prochaine rencontre aura lieu à Montréal, le 27 janvier prochain. La rencontre est levée à 17 h 15.

Claude Painchaud, secrétaire de réunion  
04/10/08